

La longue gestation de Parcs nationaux de nouvelle génération

Plusieurs échecs ont jalonné l'histoire des Parcs nationaux. Des projets se sont enlisés dans des situations de blocages inextricables. Néanmoins, il faut prendre en considération que les procédures et les montages de projets sont particulièrement longs et difficiles.

À nos Parcs manqués...

Le plus symbolique pour les associations de protection de l'environnement est sans doute l'échec patent du projet de **Parc international du Mont-Blanc** (France, Italie, Suisse) : beaucoup considèrent comme une aberration le fait que le plus haut (et le plus fréquenté) massif d'Europe soit encore totalement dépourvu de mesures de protection contraignantes. Leur combat rejoint d'ailleurs celui de l'interdiction du trafic de poids lourds à travers le tunnel du Mont-Blanc depuis l'incendie de mars 1999. Le 14 juin 1951, le versant français du massif du Mont-Blanc au-dessus de 2000 m est classé par arrêté ministériel. Mais ce site classé ne permet pas de limiter la pression du développement des sports de montagne. Aussi, le 8 août 1986, l'occasion du bicentenaire de la première ascension du Mont-Blanc est saisie pour lancer un appel en faveur de la création d'un Parc. Le 16 août 1988, des alpinistes de renom de *Mountain Wilderness*, dont R. Messner, manifestent à la pointe Helbronner pour exiger le démontage de la télécabine de la Vallée Blanche. Les politiques suivent rapidement puisqu'en octobre 1988, les ministres de l'Environnement des trois pays apportent leur soutien à l'idée d'un *Parc international du Mont-Blanc* en signant la Déclaration de Locarno. Mais les élus locaux entrent en résistance contre ce projet qu'ils jugent trop stérilisant pour le développement économique. En octobre 2002, l'inscription au Patrimoine mondial de l'Unesco est demandée pour le Massif du Mont-Blanc. En fait, il s'agit ni plus ni moins du remplacement du projet de Parc international (pour lequel il n'existe cependant pas d'outil législatif transfrontalier) par des labels touristiques (ce qu'est avant tout celui de l'Unesco) et des protections *a minima* concédées en échange d'un abandon du projet.

La **Vallée de la Clarée**, au Nord-Est du département des Hautes-Alpes, coincée entre Savoie et Italie, est un des symboles des combats environnementaux. En 1966, le chargé de mission pour la création du Parc national des Écrins, J. Florent, propose d'en faire « une annexe de 200 km² », un « Parc de nature ». Mais l'idée est abandonnée dès 1970, alors qu'un projet de voie rapide Fos-Turin, un projet de station de ski alpin (qui a échoué) aboutissent à un conflit violent et à une forte résistance locale. Cela vaudra à la Clarée le surnom de « Petit Larzac ». Derrière l'emblématique Émilie Carles, les pancartes affichent « des moutons, pas de camions ». Pour limiter les effets jugés néfastes du développement touristique, le site classé de la vallée est en cours d'**Opération Grand Site** de France.

Le projet d'un **Parc national en Ariège** est porté par le Conseil Général du département en 1964, avant que ne soit créé dans les Hautes-Pyrénées voisines le Parc national des Pyrénées occidentales en 1967. Il faut attendre 1976 pour qu'un chargé de mission soit nommé. Il effectue une consultation préalable dans les communes (juste après les élections municipales), qui établit une forte opposition locale : aux 14 oppositions de principe, il faut en ajouter 31 au projet présenté, alors que seules 12 communes émettent un avis favorable. En 1980, le Ministre M. D'Ornano relance le projet mais le Conseil Général émet alors le vœu d'un « *abandon définitif* ».

Le **Parc marin Corse**, initié en 1994 puis largement porté par la Ministre de l'environnement D. Voynet, devait s'implanter au Nord-Ouest de l'île, entre Calvi et Piana (150 000 ha marins, 12 000 ha terrestres), mais seules deux communes ont répondu favorablement, avec des réserves. La Ministre est ainsi contrainte à son abandon le 17 avril 2002.

Ces parcs caressés : une interminable gestation

Quatre projets de Parcs nationaux sont bloqués depuis le début des années 1990, parfois avant. Les réticences des collectivités et des acteurs locaux expliquent principalement ces retards.

Les Calanques de Marseille et de Cassis sont un serpent de mer depuis les années 1970. La forte appropriation et l'urbanisation des Calanques rendaient effectivement difficile l'application de la loi de 1960. Le député de Marseille G. Tessier, lance le 24 septembre 2002 une proposition de loi n°206 pour créer des Parcs nationaux de deuxième génération ; « *des Parcs nationaux édulcorés pour faire aboutir le dossier des Calanques* » pour F. Labande (2004), co-fondateur de *Mountain Wilderness*.

Empilement et inefficacité des protections dans les Calanques

Les Calanques se caractérisent par un empilement de mesures de protection, qui dégagent une impression d'illisibilité et se révèlent, au dire des protecteurs de la « nature », toutes aussi inefficaces les unes que les autres :

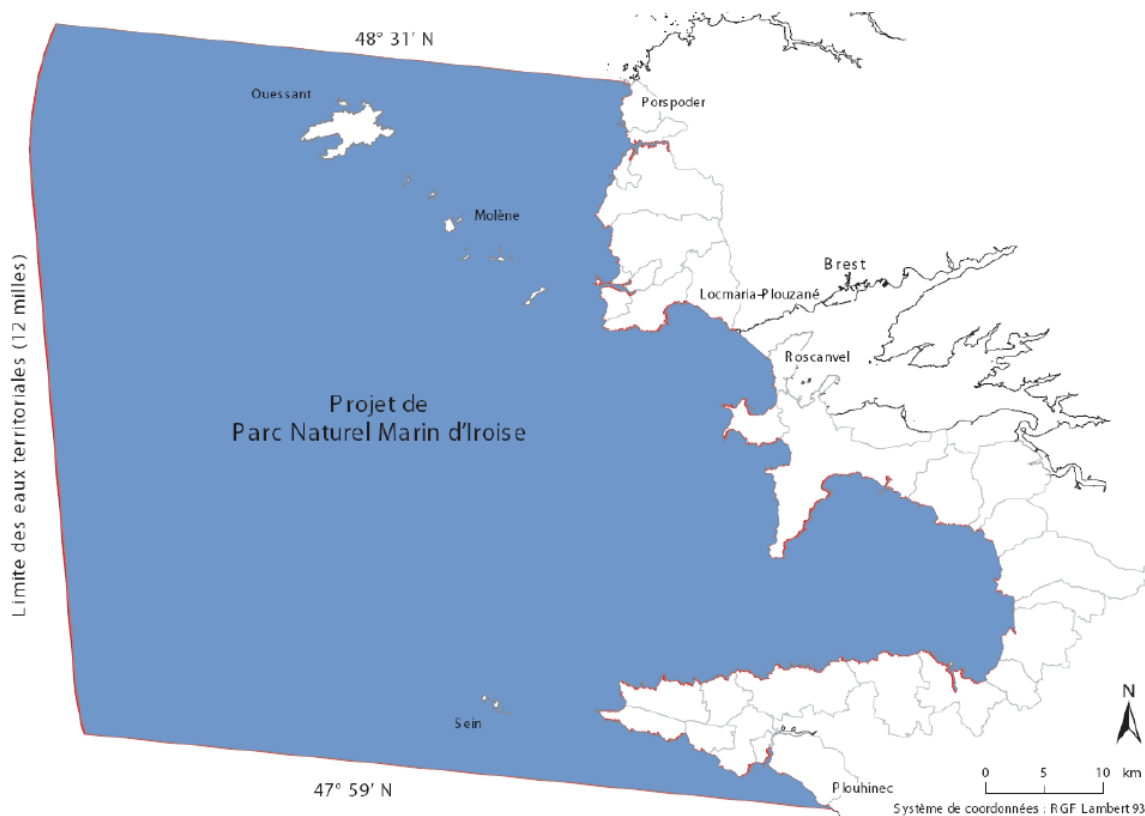
- Une inscription au titre des sites en 1959
- Un classement au titre des sites en 1975 (5 585 ha terrestres) et 1976 pour les 2 209 ha marins
- La protection par la Loi Littoral (1986)
- L'éligibilité au titre de Natura 2000 sur 7 812 ha (1996)
- Un arrêté de protection de biotope pour un rapace (Aigle de Bonelli) sur 48.8 ha (30/03/1993)
- Une Réserve Naturelle sur l'archipel de Riou en projet.

En effet, au dire des protecteurs, des menaces pèsent sur ces sites, de 1910 à 1970 : routes panoramiques, complexes divers, carrières, « village grec » de cabanons (F. Labande, 2004)...

Le Groupement d'Intérêt Public des Calanques est créé le 17 décembre 1999 pour une durée de huit ans. Il comprend cinq groupes avec voix réparties entre l'État, les collectivités territoriales, le monde associatif et les propriétaires privés. Un des principaux problèmes demeure la propriété foncière du littoral, distribuée entre les villes de Marseille et de Cassis, le Conservatoire du littoral, l'État, la Défense nationale, l'ONF, EDF, le Conseil Général et des propriétaires privés : ils se partagent 5 500 ha et 38 km de liseré côtier.

Le Parc naturel marin de la mer d'Iroise, au large du Finistère, est proposé en 1991, puis lancé en 1996. Il doit concerner 300 km de côtes. 34 communes et diverses collectivités publiques et chambres consulaires ont été consultées, mais les intérêts en cause, comme la pêche, ainsi que la loi de 1960 n'ont pu faire aboutir le projet. Malgré la proposition dès 2005 du statut de **Parc naturel marin**, ce sont plus les réticences locales que l'inadaptation de la structure légale qui peuvent expliquer les difficultés. Le Parc de Port-Cros avait été créé dès 1963 et portait aussi bien sur un espace terrestre que sur un espace maritime, mais il ne concernait qu'une seule commune. **Les Parcs naturels marins** doivent être gérés de manière innovante selon le rapport Giran, non pas par un Établissement Public localisé, mais par une « *Agence nationale des Parcs naturels marins* ».

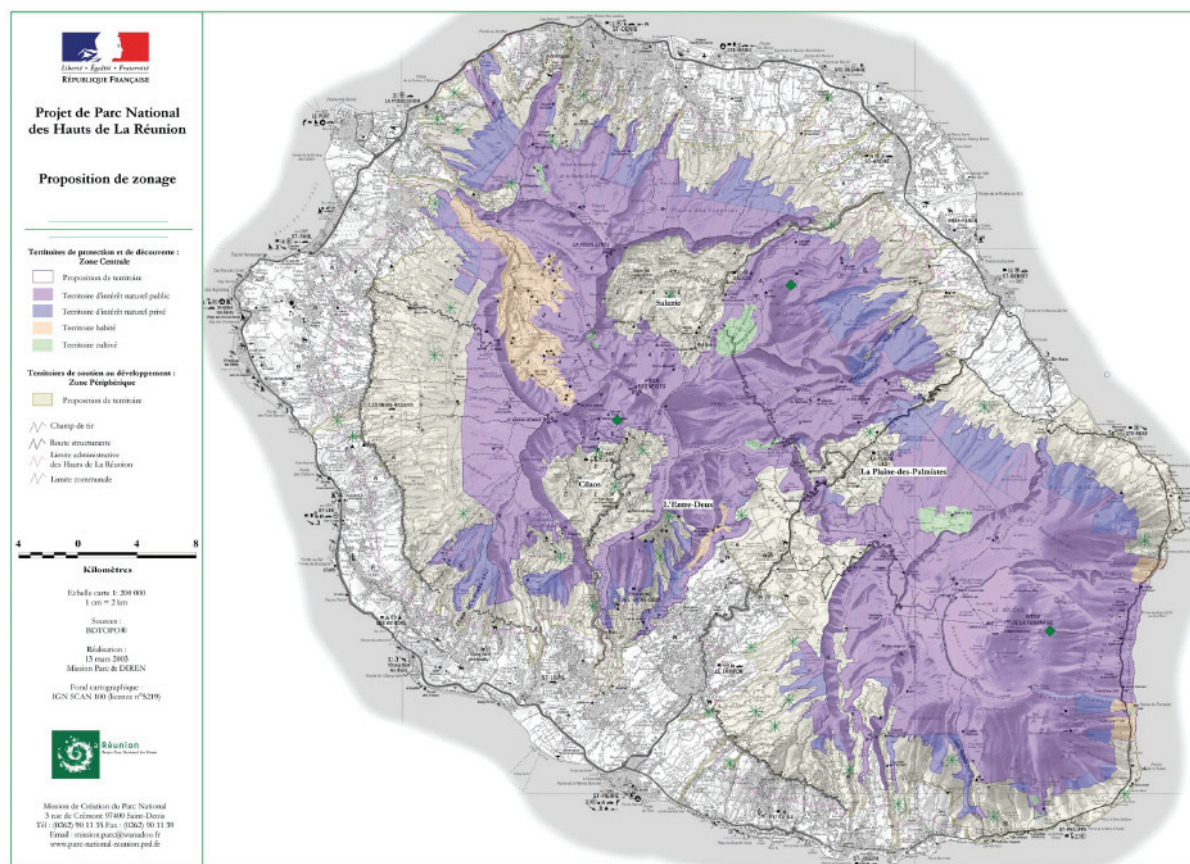
Le futur Parc naturel marin de la Mer d'Iroise



Source : Mission pour la création du parc Naturel Marin de la Mer d'Iroise

Le Parc des Hauts de la Réunion, en discussion depuis 1991, devrait finalement couvrir 1000 km², soit le tiers de l'île. En 2005, ce sont 1650 km² qui étaient envisagés sur les 24 communes de l'île. Il s'appuie sur un modèle concentrique avec des Hauts protégés et un littoral laissé à l'urbanisation et au tourisme. Le Ministère de l'écologie et du développement durable l'assume d'ailleurs (2006) : « ce sera un parc national en centre-ville », bien que faisant partie des « 34 "hot spots" de la biodiversité mondiale » !

Le futur Parc national des Hauts de la Réunion

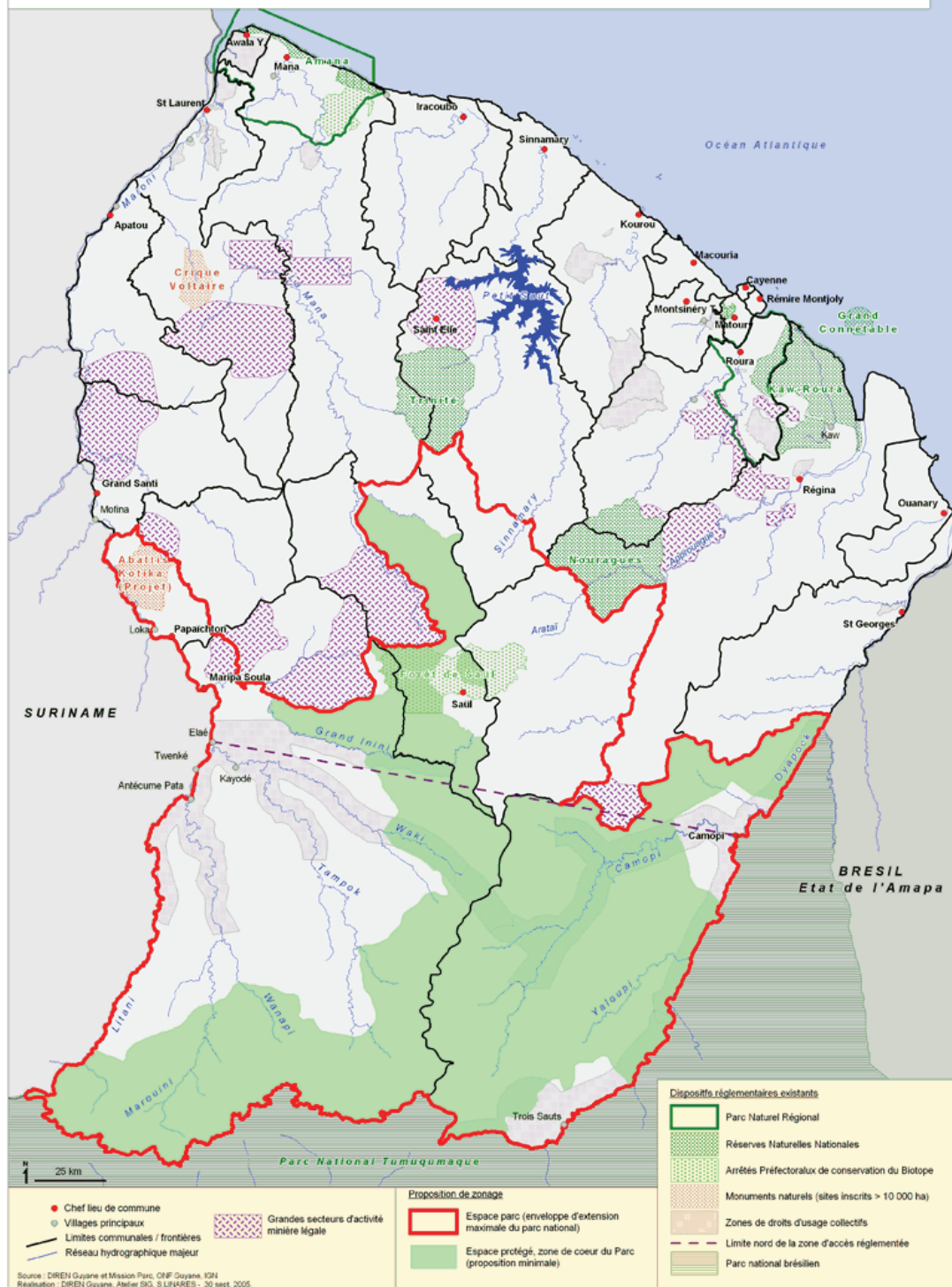


Source : Mission pour la création du Parc National des Hauts de la Réunion

Le Parc amazonien de la forêt guyanaise (1991) occuperait près de trois millions d'hectares (tout le tiers Sud du département), mais à ce jour, le projet est bloqué principalement par les projets d'orpaillage. Le Parc national, lancé par F. Mitterrand en 1992 au Sommet de Rio (un protocole d'accord signé entre l'État, la région et le département le 4 juin 1992), peine à se concrétiser en raison de cette activité largement clandestine (enjeu économique et social pour 10 000 travailleurs) et fortement polluante pour les eaux et les sols (utilisation massive du mercure, officiellement interdit depuis début 2006). On estime en effet qu'en plus des 70 sites légaux (début 2006), de nombreux sites clandestins existent. Le 18 mai 2006, deux gardes de la Réserve naturelle des Nouragues (plus grande Réserve naturelle française sur 100 000 hectares dans laquelle des chantiers clandestins sont observés depuis 2001), qui menaient des actions de découverte et de sensibilisation à l'environnement, ont été retrouvés assassinés, vraisemblablement pour des vols de moteur de pirogue. Dans ce département recouvert à 95 % par la forêt, le projet concernerait le tiers de la forêt équatoriale déjà protégée par un arrêté préfectoral de protection de biotope (commune de Saül, 60 000 ha) décidé en 1995 et par la Réserve naturelle de Nouragues (100 000 ha en 1995). Les quatre communes prévues en zone centrale rassemblent 1 500 habitants permanents sur un total de 5000. Les justifications de réticences résident plus dans les problèmes potentiels que poserait l'interdiction de l'orpaillage, que dans un respect bien pensant des « minorités ethniques » tel qu'il a parfois été mis en avant. Il est surprenant de constater que l'État bloque un projet de cette ampleur et qu'il juge d'un grand intérêt biologique pour une pratique économique « parallèle » élevée au rang de « coutume » locale, et donc à sauvegarder. Une attitude jugée comme une nouvelle forme de démission, dénoncée par les associations de défense de l'environnement.

Le futur Parc national de la Guyane ?

Projet de délimitation de l'espace parc et du coeur



Carte n° 4

Source : Mission pour la création du Parc national de Guyane

Lionel LASLAZ, maître de Conférences en Géographie,
Laboratoire EDYTEM (Environnements, DYNAMIQUES et TERRITOIRES de la Montagne),
CNRS UMR 5204, Université de Savoie - Chambéry,

pour Géoconfluences le 6 février 2007